

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 24 • 12 JUN 2020 • CHF 3.-

Huile de palme: dernière ligne droite contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie page 2



Election complémentaire à Vevey dans un contexte de crise politique aigüe page 3



USA: après les émeutes raciales, un repli conservateur? page 5

Voile de fumée au parlement

SUISSE • Gros morceau de la session, la loi sur le CO₂ était en discussion au Conseil national cette semaine. Du très léger mieux dans l'air, malgré l'opposition de l'UDC.

Refusée par le National, mais repêchée par le Conseil des Etats fin 2018, la loi sur le CO₂ refaisait un tour de piste cette semaine devant les député.e.s, avec comme objectif de fixer les règles pour l'après 2020. Première décision, celle d'inscrire des objectifs clairs de limitation de gaz à effet de serre dans le sillage des Accords de Paris sur le climat ratifié par la Suisse. Le Conseil national a ainsi décidé de réduire de 50% la pollution au CO₂ en 2030 par rapport à 1990 et surtout que 75% de ces réductions soient effectuées en Suisse, le reste étant compensé par l'achat de réductions des émissions à l'étranger alors que le Conseil des Etats et le Conseil fédéral proposaient 60%. Dans les faits, l'objectif de réduction des émissions en Suisse sera donc de -37,5% d'ici 2030, nuance l'Alliance climatique suisse, qui regroupe 80 associations. Partisans d'une entrée en matière, contrairement à l'UDC, les Verts, qui soutiennent l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050 comme le défend aussi le Conseil fédéral, qui en a fait un objectif indicatif, ont souligné l'importance de «poser les jalons d'une politique climatique». «Actuellement, avec son train de vie, la Suisse se dirige vers un scénario mondial prévoyant une augmentation de la température de près de 6 degrés, ce qui aura des conséquences catastrophiques pour l'être humain et l'environnement. Certes, nous avons peu d'industries et délocalisons une grande part de notre impact, mais nous avons la responsabilité. Nous n'avons plus le choix, il faut agir», a ainsi averti l'écologiste genevoise Delphine Klopfenstein Broggin.



Reprenant les slogans de la rue, une conseillère nationale a rappelé au parlement que «nous n'avons plus le choix, il faut agir».

Gustave Deghillage

Taxes sur les billets d'avion

Jalons posés, la question se posait alors de définir les moyens pour y arriver. Le premier jour des débats, les parlementaires ont entériné une limitation des émissions des bâtiments en cas de remplacement d'une installation de chauffage. A partir de 2023, cette limitation sera de 20 kilogrammes d'émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles par mètre carré. Cette valeur sera ensuite abaissée de 5 kilogrammes tous les cinq ans, sachant que les bâtiments sont responsables de 26% des émissions de CO₂ suisses selon l'association économique Swisscleantech. «Les cantons devraient se fixer des objectifs aussi ambitieux que possibles afin qu'aucun nouveau système de chauffage à combustibles fossiles ne soit

installé. Zurich et Bâle donnent le bon exemple», relevait avant débat l'Alliance des jeunes pour le climat, qui regroupe entre autres des membres de la Jeunesse socialiste des Jeunes Verts suisses.

Gros secteur pollueur avec 32,4% des émissions (dont 18% pour le seul domaine aérien), les transports ont fait l'objet d'une attention toute particulière des élu.e.s. Le Conseil national a ainsi entériné des normes plus sévères pour les valeurs limites d'émissions de CO₂ pour les voitures neuves importées. La mesure vaut aussi pour les camions. «Le parc de véhicules suisses est un des plus polluants d'Europe et aucun progrès n'a été accompli ces dernières années. Les objectifs fixés dans la loi ne sont pas particulièrement ambitieux ou irréalistes puisqu'ils sont largement alignés sur ceux de l'Union européenne», a insisté l'écologiste valaisan Christophe Clivaz.

Les député.e.s ont accepté le principe d'une hausse du prix de l'essence et du diesel, une *flat-tax* frappant indistinctement tout un chacun. Le prix du litre d'essence à la pompe pourra coûter jusqu'à 10 centimes plus cher jusqu'en 2024 et 12 centimes de plus à partir de 2025. «Alors qu'une taxe sur le CO₂ de 96 CHF par tonne est déjà payée pour le mazout de chauffage et le

gaz naturel, le kérosène, l'essence et le diesel continuent d'être exonérés de cette taxe», relevait l'Alliance des jeunes pour le climat. Une part des recettes devrait être utilisée à promouvoir les voitures électriques et ristournée en même temps à la population.

Des investissements fossiles

Le principe d'une taxe sur les billets d'avions – dont le taux est regrettamment non progressif – a été entériné. Le montant fixé variera entre 30 et 120 francs selon la distance et la classe de transport. «Les vols internationaux (soit la quasi-totalité) ne sont assujettis ni à la taxe sur les huiles minérales, ni à la TVA, ni encore à la taxe sur le CO₂. Une taxe sur les billets d'avion permet de créer un minimum de vérité des coûts», expliquait l'association Transports & environnement (ATE) pour justifier la mesure. Une partie de la taxe sera versée à un futur Fonds pour le climat, l'autre à la population. Le PS et la gauche combative voudraient qu'elle soit redistribuée entièrement aux personnes, afin de ne pas pénaliser les bas revenus. Quant au fonds vert, il doit servir à moderniser les bâtiments, améliorer l'efficacité énergétique, accélérer le passage à une production de chaleur sans CO₂, soutenir des projets visant à réduire dura-

blement les émissions de gaz à effet de serre, diminuer les dommages provoqués par le changement climatique et promouvoir les énergies renouvelables.

A l'heure où nous mettons sous presse, les résultats n'étaient pas acquis, mais un des derniers points de la révision de la loi avait trait au principe de finances durables. Une modification veut obliger la Banque nationale suisse (BNS) et la FINMA (autorité de surveillance des marchés) à discuter systématiquement des risques climatiques dans leur politique. Un postulat pour donner un cadre durable à la gestion de la BNS sera encore débattu le 15 juin. «Il est urgent de mettre en place des incitations et des conditions cadres pour les investissements, afin que l'on investisse moins dans les projets en forte intensité carbone et plus dans la durabilité», assure Georg Klingler, expert en protection du climat de Greenpeace Suisse dans le cadre d'une position commune de l'Alliance climatique suisse. «La loi sur le CO₂ est un premier pas important, mais il en faut plus!», estiment d'ores et déjà les Verts, réclamant une seconde révision, qui prenne des mesures en matière de politiques des transports, agricole et énergétique. L'urgence climatique ne doit pas attendre. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Une mauvaise copie

Après trois ans de tergiversations et d'imbroglis, le parlement vient de décider, après une conférence de conciliation, du sort qu'il entendait faire à l'initiative populaire «Multinationales responsables». Soutenue par 120 organisations, celle-ci veut obliger les multinationales ayant leur siège en Suisse à vérifier si leurs activités à l'étranger conduisent à des violations des droits humains et des standards environnementaux. Mais aussi à prendre des mesures pour y remédier et à rendre des comptes. Dans le cas où elles enfreignent leur devoir de diligence, elles pourraient être amenées à répondre de leurs manquements devant les tribunaux suisses.

Trop pour la droite économique suisse, qui a finalement décidé de privilégier un contre-projet a minima, en plébiscitant la version complètement édulcorée du Conseil des Etats. Alors que le National proposait déjà que seules les entreprises d'une certaine taille soient concernées avec des exigences réduites en matière de responsabilité, la chambre haute a encore baissé les critères. Les sénateurs ont ainsi décidé de ne pas réglementer explicitement la responsabilité de la maison-mère pour les entreprises contrôlées à l'étranger. De plus, les obligations se limiteront à un devoir de diligence dans les domaines «minerais de conflit» et «travail des enfants». Enfin, seules les «sociétés d'intérêt public» devraient rédiger un rapport annuel. Le contrôle se baserait donc uniquement sur une brochure annuelle rédigée par les entreprises elles-mêmes, résume Humanrights.ch. Pour se justifier, la droite affirme que le contre-projet conforme au règlement de l'UE sur le sujet.

Vu de la gauche, des Verts ou d'associations, ce contre-projet du Conseil des Etats n'est qu'un alibi et les initiants sont décidés à maintenir leur initiative en prévision d'une votation probable en novembre. «Le contre-projet alibi n'apporte absolument aucune amélioration, mais a pour but de faire croire aux votant.e.s que l'initiative pour des multinationales responsables ne serait pas nécessaire», explique l'ONG Public Eye. Il leur reste six mois pour convaincre les électeur.trice.s de préférer l'original à une pâle et mauvaise copie.

Joël Depommier

Dernière ligne droite contre l'huile de palme

SUISSE • Le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie doit être déposé le 22 juin. L'agronome grisonne Marianne Bodenmann explique pourquoi il est important de s'opposer à lui.

Regroupant actuellement plus de 56'500 signatures, le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie est en passe d'atteindre son but. Un vote sur le sujet devrait alors avoir lieu le 29 novembre prochain ou le 7 mars 2021. L'importation d'huile de palme en Suisse qu'il prévoit fait problème. Du fait de la crise climatique et de la pandémie de Covid-19, la destruction des habitats naturels met le monde dans une impasse. L'agriculture industrielle détruit les bases de la vie des petits agriculteurs et des populations indigènes. Marianne Bodenmann, agronome originaire de Pusserein (GR), répond à nos questions.

Vous suivez de près la question de l'huile de palme. Quels sont les développements actuels en Indonésie?

MARIANNE BODENMANN Avec le «projet de loi omnibus» présenté en février 2020, le président Joko Widodo veut faciliter les activités commerciales en Indonésie afin d'attirer les investissements, créer des emplois et promouvoir la croissance économique. Les défenseurs de l'environnement ont déjà averti que le manque d'évaluations de l'impact environnemental et des exigences moins strictes dans les permis de construire conduiront à une croissance non durable et à une déforestation accrue. En 2019, on a observé de nombreux incendies dans les forêts tropicales et les tourbières, brûlant même des plantations de palmiers à huile. Bien que le gouvernement ait gelé les permis pour ce type de plantations, la transparence fait défaut. Il est donc difficile d'évaluer l'efficacité de la mesure. La corruption est également un problème majeur dans ce pays.

Les violations régulières des réglementations gouvernementales et du droit international sont-elles la norme?



«La monoculture d'huile de palme en Indonésie perturbe l'équilibre hydrique et détruit le sol», estime Marianne Bodenmann.

CIFOR

Comme les droits fonciers de la population locale ne sont pas enregistrés, ses terres lui sont souvent retirées si elle ne se défend pas. Même si les entreprises promettent du travail aux locaux, elles sont loin de toujours tenir leurs promesses. En outre, les personnes critiques – en particulier les journalistes – sont harcelées, voire arrêtées, comme c'est le cas de Philip Jacobson, rédacteur en chef primé de l'agence de presse environnementale Mongabay.

Les règlements en matière de durabilité amélioreront-ils la situation?

Le mot «durable» ne veut pas dire grand-chose. Lorsque les hommes politiques parlent de durabilité, on comprend souvent «durable pour l'in-

dustrie et le commerce». Dans le même temps, ils parlent de croissance, ce qui dans ce cas signifie accroissement des plantations et déforestation des forêts secondaires, seules les forêts primaires étant protégées. A l'heure actuelle, les usines d'huile de palme ne sont utilisées qu'à moitié. Il est donc naïf de croire que le gouvernement indonésien et les autorités responsables peuvent ou veulent gérer la mise en œuvre de lignes directrices.

Quelles seraient les améliorations réelles de la situation et comment pourraient-elles être mises en œuvre?

Les forêts secondaires et les tourbières devraient aussi être protégées, du fait que la population locale vit ou a vécu dans cette forêt et l'a modi-

fiée. Elle est ainsi riche en espèces et produit des noix, des fruits et légumes, du caoutchouc et des aliments pour animaux de grande valeur.

Quant à la culture d'huile de palme en Indonésie aujourd'hui, elle n'est pas durable. Cette monoculture perturbe l'équilibre hydrique et détruit le sol. Comme la majeure partie en est lessivée, il faut appliquer beaucoup d'engrais. De plus, des pesticides sont également utilisés, dont le Paraquat de Syngenta, interdit en Suisse, en fonction de la pression exercée par les parasites et les mauvaises herbes. Les eaux usées des usines d'huile de palme et les eaux de ruissellement des plantations polluent l'eau potable des populations locales, les rivières et la mer.

Il faudrait plutôt développer des systèmes agroforestiers adaptés. De nouvelles études scientifiques montrent que la déforestation modifie le climat. Les températures augmentent et les précipitations diminuent, alors que le terme même de «forêt tropicale» signifie justement «pluie». Conséquence: les rendements diminuent, ce qui entraîne à son tour l'expansion des plantations et une plus grande déforestation.

Pourquoi soutenez-vous le référendum?

Cela me met en colère que nous détruisions des habitats uniques avec une diversité d'espèces inimaginable et que nous polluions l'eau et l'environnement pour les personnes qui y vivent. Nous remplaçons les riches forêts par des monocultures qui ne sont pas adaptées à l'endroit, nuisent au climat et polluent davantage les mers. ■

Propos recueillis par Matthias Stalder

Paru dans *Vorwaerts*, adapté par la rédaction. www.nein-zum-freihandel.ch/fr/home-2

«Le National torpille le Service civil»

SUISSE • Le Conseil national a adopté une modification de loi durcissant les modalités qui permettent de tourner le dos à l'armée au profit du Service Civil (SC). Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et les Jeunes Vert.e.s (JV) s'y opposent.

On apprend dans *Le Temps* que désormais ceux qui se seront mis sous les drapeaux devront faire une année de service avant de pouvoir être exemptés de service militaire. Parmi les embûches supplémentaires, les admissions seront impossibles pour les militaires ayant accompli la totalité de leur service d'instruction. «L'idée est d'empêcher certains de se soustraire au tir obligatoire en passant au SC», précise le quotidien. Autre écueil, les recrues désireuses de passer au SC devront effectuer les 180 jours d'affectation longue dans l'année qui suit leur demande de transfert, contre trois ans actuellement.

Service civil torpillé

Par voie de communiqué, le GSsA relève que, «le Conseil national torpille le Service civil». Ainsi «il sera dorénavant plus difficile pour les personnes... en conflit moral avec l'armée de passer au SC». Avant d'ajouter: «C'est un retour honteux dans le passé: alors qu'auparavant, les conséquences pour les objecteurs de conscience étaient nombreuses comme des peines de prison, des brimades et des discriminations sur le marché du travail, le SC a été créé pour être une alternative et a permis de décriminaliser les hommes qui refusaient de servir l'armée.» Pour l'organisation, «le droit à effectuer un service civil doit rester garanti», raison pour laquelle le GSsA soutiendra



un référendum contre la révision de la loi.

En faveur du référendum, les JV soulignent: «Alors qu'en pleine crise sanitaire, EMS et hôpitaux sont débordés, la majorité bourgeoise du Conseil national décide d'amputer sévèrement le service civil». Pour leur coprésident, Oleg Gafner, «soit on offre plus de moyens aux milieux hospitaliers, d'éducation et agricole de sorte à renforcer leur main d'œuvre soit on renforce l'attractivité du SC. Faire l'inverse est irresponsable, tout simplement honteux.» Il

relève aussi que des milliers d'établissements bénéficient de l'aide de civilistes dans des milieux de première nécessité. «C'est donc un service accru à la population toute entière, de l'enfant au retraité en passant par les paysans de montagne. S'attaquer au SC c'est déclarer que l'aide aux personnes est ni nécessaire ni un besoin» conclut-il. Au fil des ans, la popularité du service civil ne se dément pas. Ainsi, le nombre d'admissions est passé de 96 en 1996 à 6205 en 2018. ■

Jorge Simao

NE: Une délocalisation cantonale qui passe mal

Entreprise spécialisée dans la fabrication de cadrans depuis 1919 et comptant 280 employés, Jean Singer & Cie a décidé de quitter La Chaux-de-Fonds pour Boudry sur le littoral en 2021. La décision est regrettable selon le POP, qui dans un communiqué «condamne la concurrence délétaire à laquelle se livrent les communes neuchâteloises». «Cette délocalisation est une aberration à plusieurs niveaux: sociale, écologique, économique, culturelle et pour la cohésion cantonale. Aberration sociale car des travailleuses et des travailleurs devront soit penduler, soit changer d'emploi. Écologique car il faut utiliser des nouveaux locaux pour accueillir les 280 emplois, tout en augmentant la mobilité du personnel. Économique car une nouvelle fois la concurrence fiscale fait le jeu d'une

entreprise privée au détriment des collectivités publiques. Culturelle, car l'entreprise Singer joue un rôle non-négligeable dans le sport et la culture locale. Tout cela sans compter que la cohésion cantonale en reprend un sacré coup. Une commune y gagne, du moins sur le court terme, et une y perd qui plus est beaucoup. Au final, c'est le Canton dans son ensemble qui est péjoré. Cette affaire est révélatrice de l'absence totale d'unité régnant au sein de notre Canton», explique Julien Gressot, élu chaux-de-fonnier. Le POP en appelle le Conseil d'État, le Grand Conseil et l'ensemble des communes neuchâteloises à mettre un terme rapidement à cette concurrence qui met à mal les collectivités publiques – limitant toujours davantage leurs ressources – et la cohésion cantonale. *Réd.*

L'Hôpital Riviera-Chablais (HRC), un service public à maintenir

S'avouant satisfaits que les cantons de Vaud et du Valais aient accepté d'injecter 80 millions francs dans le HRC pour assurer la pérennité des soins (voir *Gauchebdo*, n°23), le POP Valais et le POP Vaud saluent l'arrivée ad intérim de M. Leyvraz, ancien directeur du CHUV à la barre de l'institution, en remplacement de Pascal Rudin, démissionnaire. Les deux partis approuvent aussi la tenue d'un audit sur la situation financière du HRC, tout en réclamant un maintien de bonnes conditions de travail et que la nouvelle direction puisse établir un meilleur dialogue et une meilleure coopération avec le personnel pour recréer un climat de confiance. «Nous pensons que le HRC devrait prendre exemple sur la gouvernance du CHUV, pérenne, efficace et sous la supervision directe des autorités», estiment les deux formations. «Les services publics sont essentiels au développement de notre société et au bien-être de sa population. Et pour cela, le POP estime que les hôpitaux en tant que service public, ne doivent pas être régis par les lois économiques du marché et de la rentabilité», concluent les deux partis. *Réd.*

Vevey, la somme de toutes les crises

VAUD • Le 21 juin se déroule une élection complémentaire à la Municipalité de Vevey dans un contexte de crise politique aigüe. Interview d'Yvan Luccarini, candidat de Décroissance/alternatives.

La Municipalité de Vevey a connu de graves difficultés dues à des tensions internes au sein de son exécutif. Ainsi des querelles personnelles d'une violence rarement atteinte pour une commune vaudoise. Il y a aussi le pénible et interminable feuilleton de la suspension puis la réintégration des deux élus de Vevey Libre, Jérôme Christen et Michel Agnant auxquels la Municipalité réclame 2 millions «pour réparation du préjudice subi» par la Ville de Vevey. Poursuivi pour soupçon de gestion déloyale des intérêts publics, le socialiste Lionel Girardin est suspendu depuis juin 2018. La coupe est pleine pour une population largement lassée et excédée. Elle ne se mobilise que faiblement pour un scrutin pourtant crucial.

Député d'Ensemble à Gauche, membre de décroissance-alternatives et salarié d'une épicerie, Yvan Luccarini se lance dans la course à la succession du radical libéral Etienne Rivier, en charge de la Direction des finances et de l'économie. Interview.

Vous n'avez pas peur de tomber dans un guépier avéré?

YVAN LUCCARINI Certains estiment qu'il était préférable d'attendre les élections générales de mars 2021, au moment où la municipalité passera de cinq à sept membres. Mais j'estime avoir un rôle à jouer dans cet exécutif, qui dysfonctionne depuis le début de la législature. Notamment par rapport à l'administration communale où la démotivation d'une partie du personnel est patente. Elles se traduisent par une augmentation des arrêts de travail. Durant cette année de législature restante, je compte favoriser l'apaisement et redonner son rôle de collectif politique à la Municipalité, tout en essayant de regagner la confiance de la population, qui se défie de la politique.

On vous connaît comme un tenant de la décroissance. Vous restez fidèle à cette ligne?



«En termes de mobilité, l'important n'est plus de fluidifier mais de réduire le trafic.», préconise le candidat de la gauche radicale. DR

Avec la crise du Covid-19 et les menaces liées au changement climatique, il est important de mettre rapidement sur la table des propositions d'alternative générales, mais réalisables durant

cette fin de législature. Je pense notamment au réaménagement de la Place du Marché, une épine dans le pied de la ville depuis 40 ans. Sans oublier la révision de nos outils urbanistiques.

Elle permettra un développement harmonieux de notre commune. En termes de mobilité, l'important n'est plus de fluidifier mais de réduire le trafic. Ceci par le renforcement des transports publics, le développement d'une économie locale et donc d'emplois pour limiter le pendularisme de travail.

En matière de politique foncière, Vevey n'a plus de réserve de terrains. Il est ainsi nécessaire de s'engager pour sortir des biens immobiliers du marché libre en usant de notre droit de préemption quand l'occasion se présente. C'est la seule voie pour accroître l'offre de logements et de locaux à loyer abordables.

Quels sont les autres points forts de votre programme?

J'aimerais instituer plus de transparence dans la chose publique, alors que la majorité municipale a établi le règne du secret au sein de l'administration ainsi qu'entre le Conseil communal et la municipalité. Pour ma part, je suis partisan que la Municipalité mette à disposition, sur le site internet de la commune, toutes les décisions municipales ou transmette, sans conditions ni délais, les documents demandés par les commissions de surveillance. La seule limitation doit être la protection de ce qu'on appelle «les intérêts prépondérants» publics ou privés.

Vos chances de remplacer un élu PLR?

C'est la quatrième fois que je me présente à la Municipalité. Depuis 2011, année de ma première apparition, le mouvement décroissance-alternatives s'est considérablement renforcé et nous avons mené plusieurs combats, notamment urbanistiques. Ils ont à chaque fois convaincu une majorité de la population dans les urnes. Cela nous donne une légitimité pour revendiquer ce siège sur la base d'une alternative nécessaire. ■

Propos recueillis par
Joël Depommier

Les défis du reflux et de la reprise

COVID-19 • Si des signaux sanitaires encourageants se manifestent face à la pandémie en cours, l'économie reste dans le rouge vif.

Il semblerait que les risques d'une deuxième vague de Covid-19 soient peu probables, les informations reçues de la part des autorités laissant à penser que le virus serait sur le point de disparaître, un peu comme un tsunami qui se retirerait des berges qu'il a dévastées. Il va donc falloir reconstruire et aller de l'avant, comme l'humanité l'a toujours fait depuis la nuit des temps. Mais les chantiers sont immenses car l'économie a été fortement ébranlée par cette crise sanitaire et il faudra sûrement des années avant que la situation ne retrouve les niveaux précédents.

Normalité trompeuse

D'un côté, on peut avoir l'impression que tout est rentré dans l'ordre: la bourse suisse, qui avait perdu plus de 30% durant la crise, vient de remonter d'à peu près autant, retrouvant ainsi ses niveaux de novembre 2019 (source: Swiss Market Index). Mieux encore, au 5 juin 2020, le Nasdaq vaut autant que lors de son plus haut du 19.02.2020, soit avant le début de la crise. Malheureusement, les indices boursiers, qui sont censés représenter la vitalité de l'économie et les bénéfices futurs des sociétés, sont depuis une dizaine d'années administrés par les banques centrales. Celles-ci achètent les dettes souveraines et même maintenant les dettes (pourries) des entreprises. Ces procédés ont pour conséquence principale une inflation des actifs boursiers et le sentiment que la planète tourne impeccablement alors que ce n'est pas le cas.

Lois du marché et licenciements massifs

En effet, au niveau de l'économie réelle, les nouvelles ne sont pas bonnes. Après avoir soutenu l'économie par des mesures de chômage partiel, la Confédération se retire progressivement, laissant le marché réguler l'emploi selon le principe de l'offre et de la demande. Au plan mondial, de grands groupes ont annoncé récem-

ment des plans de suppression d'emplois massifs: 15'000 emplois biffés chez Renault, 4'500 (EasyJet), 10'000 (BP) et même 6'700 (Uber). La liste est longue sachant que les petites et moyennes entreprises ne communiquent pas sur leurs licenciements.

La bonne nouvelle est que, sauf catastrophe géopolitique ou sanitaire, l'économie va redémarrer, à son rythme et certainement d'une manière plus efficace en Suisse qu'ailleurs. Mais il faut dès maintenant se poser des questions sur les conditions de cette reprise. On entend déjà des responsables d'entreprises évoquer la possibilité d'augmenter le temps de travail, de supprimer des jours de congé et bien évidemment de baisser les salaires. En on ne parle pas ici d'un dumping salarial comme il pourrait avoir cours en mettant en concurrence les employés entre eux, mais réellement de la pratique qui consiste à réengager un collaborateur existant à un niveau salarial inférieur. En France, des propositions ont été faites d'abandonner le 13e salaire ou de consentir à une baisse de 10% de la rémunération pour limiter les licenciements.

Spirale déflationniste

Au chapitre du droit, on parle alors de «congé-modification» dans le fait de proposer un nouveau contrat avec des conditions modifiées. Il ne met pas fin aux rapports de travail mais adapte le nouveau contrat de travail aux nouveaux besoins économiques de l'entreprise. C'est, en théorie, possible. Mais il ne faut pas que l'employeur utilise le licenciement comme moyen de pression. Malheureusement, la pratique sera tout autre et l'employé n'aura souvent que le choix d'accepter les nouvelles conditions. Attention toutefois à ne pas tomber dans une spirale déflationniste où moins de salaire versé entraînera moins d'achats, donc moins de production et en finalité moins d'emplois. ■

Patrick Savioli

La confiance envers les autorités prend un coup

NEUCHÂTEL • Le tribunal fédéral ferme la porte à toute possibilité de récusation d'un membre d'un exécutif.

En ces temps de crise sanitaire, la nouvelle est passée inaperçue, malgré un bref communiqué de l'ATS repris par ArcInfo (7 mai 2020): le Tribunal fédéral (TF) estime que les activités des membres d'exécutifs à la tête de lobbies avant leur élection sont sans conséquence sur leur activité dans un gouvernement. Ils ou elles ne doivent ainsi pas se récuser lors de décisions entrant en collision avec leur activité antérieure.

Le TF a arrêté cette décision dans le cadre du projet de centrale éolienne de la Montagne de Buttes: un recours déposé par des habitants du Val-de-Travers estimait que l'actuel chef du Département de la gestion du territoire, Laurent Favre, devait se récuser dans toute décision de sa part en lien avec un parc éolien en raison de son activité de Président de Suisse Eole entre 2008 et 2010. Financé par l'Office fédéral de l'énergie, Suisse Eole est le lobby des promoteurs éoliens, dont il défend les intérêts.

Laurent Favre était intervenu directement dans le débat autour de l'initiative pour l'Avenir des Crêtes dans le Canton de Neuchâtel. Lors d'une conférence de presse tenue en 2010 à La Chaux-de-Fonds, il dénonçait «la publication de photomontages trompeurs et d'affirmations mensongères sur l'énergie éolienne». Il accusait les opposants

aux projets éoliens d'«exagérer grossièrement certains impacts» et mettait en doute la motivation des auteurs de l'initiative (ArcInfo, 4 novembre 2010).

En tant que conseiller d'Etat, Laurent Favre n'a exprimé aucun parti pris envers les opposants à l'énergie éolienne, estime cependant le TF, quelles que soient les convictions exprimées précédemment. Circulez, il n'y a rien à voir. Il est tout de même piquant de constater qu'en tant que président de Suisse Eole, Laurent Favre a gagné la votation en mettant tout son poids dans la balance en faveur des centrales éoliennes, mais qu'en tant que chef du DDTE il n'est plus qu'un simple exécutant neutre, à en croire le TF.

La dimension éolienne de cet arrêt importe peu en définitive. Plus important est le constat que le Tribunal fédéral ferme ainsi la porte à toute possibilité de récusation d'un membre d'un exécutif en rapport avec ses activités avant son élection, ce qui paraît hautement discutable. Ainsi, un ancien président de Santé-suisse peut s'occuper de politique de santé sans devoir se récuser et un ancien dirigeant de Pro Tell peut faire de même en matière d'armes à feu.

C'est clairement une mauvaise nouvelle pour les citoyennes et citoyens de ce pays et pour la confiance envers les autorités. ■

Daniel Ziegler

Solidarité par-delà les frontières

HUMANITAIRE • Des étudiant.e.s de plusieurs Hautes écoles se mobilisent et appellent à une levée de fonds pour porter secours à des peuples de Colombie.

Si en Suisse la première vague de Covid-19 semble arriver à son terme, la situation mondiale reste inquiétante avec près de 7 millions de cas et 400'000 décès, selon le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui exhorte les États à des actions pour s'assurer que le virus ne rebondisse pas.

En Colombie (50 millions d'habitant.e.s), où le nombre de nouveaux cas quotidiens continue d'augmenter, on déplore à ce jour, près de 1400 morts et plus de 40'000 cas confirmés. Certaines régions sont particulièrement touchées par le virus et ses conséquences. Ainsi Leticia, capitale du département des Amazonas aux frontières du Brésil et du Pérou, au cœur de la plus grande forêt du monde. Malgré son isolement, la maladie a commencé à s'y propager laissant les populations locales dans le dénuement.

Face à cette situation Bertil, Laure et Sara, avec leurs ami.e.s, ont décidé de se mobiliser. Ainsi par la réalisation d'un projet de financement collectif, «Help the GUARDIANS of Forest» (Aider les gardiens de la forêt). Ce groupe d'étudiants en master au sein de plusieurs universités suisses a eu l'occasion de participer à un projet de coopération entre leurs universités, l'EPFL et l'Université nationale Colombienne en Amazonie. Les liens qui les unissent avec la jungle du pays ont transcendé l'académisme pour les unir grâce à des projets sociaux et de conservation des cadres de vie développés au sein des communautés indigènes de la région. Entretien.

Qu'est ce qui vous mobilise?

Nous sommes convaincus que les communautés indigènes sont les gardiennes de la jungle et d'une bonne partie de l'air pur qui peut être respiré aujourd'hui, nous considérons que notre humble rôle, en ces temps difficiles, est d'apporter notre soutien et de construire des réseaux de solidarité qui reconnaissent leur valeur et assurent leur survie.

Quelle est la situation sanitaire sur place?

Le système de santé est submergé. Les deux seuls hôpitaux du département amazonien se situent à Leticia. Ils ne comptent qu'une centaine de lits et il n'en existe qu'un seul en soins intensifs pour toute la région. Le système de santé a toutefois été le point d'action central sur lequel le gouvernement colombien a investi afin de réduire les effets de la pandémie. Beaucoup d'argent a été injecté. Mais même avec cette aide, le système de santé est loin de pouvoir répondre à lui seul au nombre élevé de cas sévères causés par le Covid-19.

Et au plan de la situation sociale?

L'activité économique de Leticia est essentiellement le tourisme, qui a été durement affecté par les restrictions dues à la pandémie. Comme dans la plupart des pays d'Amérique Latine, celui-ci a un impact énorme sur la vie quotidienne de la population.

L'Amazonie est le seul État colombien à subir un confinement strict. Pouvez-vous imaginer un instant vivre à des centaines de kilomètres de forêt avec le seul accès principal aux moyens de subsistance fermé? Le prix des denrées alimentaires a explosé. Ainsi le sac de courses de première nécessité est passé de 21 à 48 dollars.

Et cela ne se limite pas à Leticia. L'isolement de communautés vivant dans les zones rurales aurait pu les protéger de la contamination. Or, quotidiennement, plusieurs membres de la communauté doivent la quitter pour subvenir à leurs besoins, par des travaux informels. C'est ainsi que le virus se propage même dans les communautés les plus reculées.

En quoi consiste votre projet?

On souhaite aider par la distribution de biens essentiels et de kits de protection dans ces communautés. Ils contribuent à prévenir la famine et la diffusion du virus à l'intérieur de ces dernières. Cette action représente une chance de réduire le contact de ces personnes avec la ville et donc de stopper la propagation du virus.



«Help the GUARDIANS of Forest-Crowdfunding» se propose d'aider les populations de Leticia, capitale du département des Amazonas. DR

Avec les dons, ces familles et communautés indigènes n'auront pas besoin de mettre en péril leur santé en s'exposant à des risques pour trouver des moyens de subsistance et d'éléments essentiels pour leur survie. Concrètement, pour la valeur d'un dîner dans un restaurant, vous pouvez assurer l'alimentation et les besoins essentiels d'une famille amazonienne pour assurer sa survie pendant un mois. Un repas basique (combinant, riz, bananes, poissons) et d'autres éléments essentiels dont savon, linge et matériel hygiénique. Une famille de 4 personnes nécessite hebdomadairement environ 13 francs, soit une moyenne de 50 francs par mois. A cela s'ajoute les besoins en médicaments pour traiter des

maladies préexistantes, kits de protection et transport à l'hôpital si nécessaire. Même le plus petit des montants économiques signifie sauver des vies et nous remercions du fond du cœur ceux et celles qui nous soutiendront.

Leur campagne débute le jeudi 11 juin sur la plateforme wemakeit.com. Pour participer on peut consulter leur page web «Help the GUARDIANS of Forest-Crowdfunding». Elle est à but non lucratif et ils.elles s'engagent à remettre aux donateur.trice.s, un rapport de transparence financière expliquant l'usage des dons réalisés pour ce projet. ■

Propos recueillis par Jorge Simao

Mobilisation contre la crise



Le samedi 6 juin, à l'appel du POP, une trentaine de personnes se sont rassemblées sur la Place de l'Europe à Lausanne. Une «flashmob» a été réalisée avec le slogan «Nous ne paierons pas la crise». Des prises de paroles appelant à une action des autorités pour sauver les emplois ainsi qu'une défense des services publics ont précédé l'action. La pétition du Parti Suisse du Travail – Parti Ouvrier et Populaire (PST-POP) «Pour une Taxe Corona sur les grandes fortunes» a aussi été mise en avant dans les revendications.

Cédric Marsens



Un dialogue social sur pied d'égalité

FRANCE • Le 24 mai dernier, Philippe Martinez, Secrétaire général de la CGT, était interviewé sur le plateau de LCI face à Christian Saint-Étienne, économiste. Le sujet: les licenciements prévus chez Renault.

Je n'entrerai pas dans le détail du sujet (la «press people» encensant l'ancien dirigeant Carlos Ghosn malgré les déficits, l'aide étatique de plusieurs milliards pour une entreprise qui licencie et verse des dividendes, etc.) Par contre, j'aimerais mettre en lumière un élément précis de l'échange entre ces deux personnes. À un moment donné, M. Saint-Étienne nous livre son sentiment. Il dit: «Pourquoi ne nous sommes-nous pas mis autour d'une table, à l'intérieur de l'usine, pour... régler (les problèmes) dans les 24h?... Il y a un problème général de dialogue social... dans notre pays. On n'arrive plus à se parler pour régler les problèmes de manière immédiate»

Un rapport de force caché

Cette phrase illustre une conception du monde bien précise qui repose sur deux éléments. D'une part, nous pouvons discuter entre personnes raisonnables et responsables. De l'autre, il existe une sorte «d'intérêt supérieur» qui prime sur les intérêts de classe opposés. On peut comprendre cette vision. Il semble en effet raisonnable de demander aux deux camps, celui des employés et celui des employeurs, de faire un effort pour sauver leur entreprise. Cette logique de l'intérêt supérieur est illustrée à merveille dans notre pays par les Conventions Collectives de Travail. Elles sont issues de la volonté des travailleurs comme des patrons de ne pas affaiblir la Suisse des années 30-40 par des conflits sociaux. L'Europe de l'époque était suffisamment inquiétante pour que cet «intérêt supérieur du pays» semble alors prépondérant. Seulement, derrière cet appel au dialogue raisonnable entre par-

ties, il y a la dissimulation du rapport de force. Peut-on réellement appeler «dialogue», un échange entre des salariés prêts à tout pour garder leur emploi dans un monde de chômage de masse et de paupérisation, et des dirigeants qui ont le pouvoir de les en priver s'ils l'estiment nécessaire ou rentable? À ce taux-là, un Genevois qui cherche un appartement est en «dialogue» avec les gérances.

Danger d'atomisation des luttes

Cette survalorisation du dialogue social que l'on entend partout remplit plusieurs fonctions. Tout d'abord, elle dissimule ce rapport de force en traitant les parties sur un plan d'égalité qu'elles n'ont pas, considérant que tout «dialogue social» est bon sans réflexion sur ses conditions. Ensuite, elle invalide les autres mesures de lutte. Grèves et autres actions visibles, dérangeantes, sont considérées comme des incapacités à «dialoguer», renvoyant ceux qui recourent aux mesures de lutte (en l'occurrence toujours les salariés) à une incapacité à dialoguer quelque peu «infantile». Enfin, elle diminue la portée des oppositions.

La question n'est plus la répartition des richesses et les inégalités de notre société, elle devient celle du «redémarrage de l'usine». À vouloir créer des dialogues pour chaque conflit, on atomise les luttes et on affaiblit les appareils qui les portent, dont les syndicats et les partis. Le dialogue social doit se faire sur un pied d'égalité. Faute de quoi le résultat qui en ressortira ne sera qu'une concession de la partie en situation de faiblesse. ■

Nicolas Turttschi

Après les émeutes raciales, un repli conservateur?

ÉTATS-UNIS • La mobilisation de la rue après la mort de George Floyd par des policiers à Minneapolis ne faiblit pas. Questions raciales et sociales sont indissolublement liées dans l'histoire du pays.

Membre de Podemos, coordinateur de son secrétariat international et ancien député espagnol, actuellement professeur aux États-Unis, Pablo Bustinduy répond aux questions du journal *El Salto* sur la situation politique dans un pays en feu.

La mobilisation actuelle est comparée aux moments-clés du mouvement des droits civiques des années 60. Ce rapprochement politique est-il pertinent?

PABLO BUSTINDUY Oui, les analyses disent que c'est probablement la plus grande révolte sociale depuis le «Long Été 67», du fait de son extension dans tout le pays et en raison de la durabilité de la confrontation. Mais il faut être très prudent avec ces comparaisons. Bien qu'elle ait été idéalisée et glorifiée a posteriori, cette décennie a été marquée par une violence politique soutenue et systématique, très dure, faisant appel à un imaginaire traumatisant. Même les voix conservatrices ont maintenu des positions assez prudentes quant à cette comparaison. Autrement dit, Trump a été tout à fait seul, à quelques exceptions près, dans sa croisade suicidaire pour encourager la polarisation et le conflit.

Le secrétaire américain à la Défense, Mark Esper n'est pas d'accord avec l'application de la loi de 1807 sur l'insurrection. Les alliés de Trump se font-ils rares?

M. Trump donne une impression de solitude dans l'exercice du pouvoir, mais il continue à diriger une coalition sociale très hétérogène, mais très puissante où l'on retrouve, à l'unisson, les principaux secteurs du capitalisme financier de ce pays, le capitalisme industriel, toute la base de la droite religieuse conservatrice, le sud du pays, la majorité de la population masculine blanche. Il est vrai que dans cette crise, et dans les précédentes aussi, une certaine fracture s'est révélée au sein de la classe dirigeante de cette coalition sociale. Alors qu'il existe un système de check and balance (contrôle et équilibre) au sein des institutions comme on l'a vu lorsque Trump s'est confronté au Pentagone, à Wall Street ou à la Cour suprême, la militarisation a effectivement généré une contradiction et une fracture au sein de son propre bloc au pouvoir.

La défaite de Trump en novembre semble plus probable que lors des primaires démocrates. Cela du fait de la situation économique.

Il devrait en être ainsi puisque M. Trump a basé sa réélection sur un discours mettant en avant la stabilité et la croissance économique. Mais je serais prudent car il a maintenant radicalement changé de cap sur plusieurs points. Ainsi la question de l'ordre social, de la menace du chaos et de l'anarchie, jouant avec l'imaginaire nixonien d'une majorité silencieuse soutenant l'ordre public.

Dans l'histoire politique des États-Unis, les émeutes raciales ont été des moments de grands bouleversements où la question de la ségrégation et de



La mobilisation après la mort de George Floyd, comme ici à Seattle, ne faiblit pas.

Kelly Kline

l'inégalité raciales a toujours convergé avec la question sociale. Mais ces bouleversements ont toujours été suivis par des replis conservateurs. Trump joue avec cela. Il essaie de se concentrer sur la question de l'ordre public et de la paix sociale, même si c'est manu militari. Il veut affronter Biden sur ce terrain, en le présentant comme un leader faible incapable d'assurer la propriété et l'ordre.

Quel rôle l'opposition peut-elle jouer?

Cela dépendra de la capacité de mobilisation dont dispose le Parti démocrate. Jusqu'à présent, Biden a été très faible dans son travail d'opposition politique. Bien qu'il ait gagné les primaires grâce au vote des Afro-Américains, il n'a pas beaucoup de crédibilité et est incapable de dessiner l'horizon d'une société alternative. La principale vertu de Biden est de ne pas être Trump, comme il le dit sans cesse: «J'ai été le vice-président d'Obama, je représente le bon sens, le retour à la normalité, au statu quo». Mais cela n'existe pas, le statu quo s'est effondré avec la pandémie. A quelle normalité va-t-il retourner?

Est-ce important de savoir qui accompagne Biden en tant que vice-président.e?

Oui, en ce qui concerne le fonctionnement du grand show-business de la politique américaine, le moment de l'élection vice-présidentielle est toujours déterminant, tout comme la Convention d'été. Cette année, elle se déroulera dans des conditions exceptionnelles et extraordinaires. Pour l'élection de sa vice-présidence, Biden doit combiner deux coups. Dès le début, il a été dit qu'il allait élire une femme, et si possible une Afro-Américaine, pour ce poste. D'autre part, des voix lui disent de faire appel à la gauche de la base sociale du parti et au «Sanderisme» (lié au candidat Bernie Sanders). Je n'exclurais pas un

virage conservateur pour essayer de mener la bataille culturelle, celle de l'ordre public et de la stabilité.

Dans quelle mesure la séparation entre ce que Bernie Sanders proposait et ce que Black Lives Matter revendique a-t-elle été la clé de la défaite du candidat aux primaires?

La séquence des primaires, le déclenchement de la pandémie, et maintenant ce grand bouleversement social est paradoxal, génèrent un sentiment d'opportunité perdue. La pandémie a mis sous les feux des projecteurs et dans le débat public, la question de l'effondrement du système de santé, qui était l'une des propositions programmatiques de Bernie Sanders, Medicare for All.

La création d'une forme de protection sociale était un autre volet essentiel de son programme, alors que l'on assiste à l'effondrement du système économique, avec 40 millions de travailleurs pauvres se retrouvant soudain dans les rues. La question sociale – aujourd'hui articulée par la révolte afro-américaine contre les inégalités, les violences policières, etc. – était au cœur du discours de Sanders. Il a mené sa campagne pour les primaires en soulignant la nécessité de générer une grande coalition d'intérêts des minorités sociales, générationnelles, de genre afin de pouvoir y articuler sa révolution politique.

Nous voyons maintenant que cette «révolution» se déroule sans lui.

L'autre jour, quelqu'un sur Internet écrivait que «Bernie a dit pendant des années que nous devrions faire une révolution politique de gré ou de force, et maintenant elle explose de force». C'est comme si, en termes psychanalytiques, le «réel» du «Sanderisme» avait maintenant explosé.

Aux États-Unis, il existe un vaste mouvement d'autogestion. Se développera-t-il suite au

naufrage social dramatiquement aggravé par la crise du Covid-19?

Oui, il y a une éclosion. Mais pas uniquement du fait du Covid-19. Cela s'inscrit dans une grande tradition d'associationnisme étasunien. C'est un pays véritablement fédéral, où la dimension locale de la politique est très féconde et où il existe également une longue tradition d'autogestion de la mobilisation sociale. Cet écosystème de groupes sociaux est riche et dense.

Sur cette base, la gauche connaît un processus profond d'auto-organisation, d'une intensité inconnue depuis des décennies. Des milliers d'organisations ont vu le jour, dans une galaxie qui va de l'organisation de quartier à la sphère de la production culturelle, à la sphère syndicale puis politique notamment. Cela se produit depuis la crise financière, mais aussi dans la galaxie gravitant autour du «Sanderisme».

Que se passe-t-il après Sanders?

Qui peut prendre cette place? Sanders a été le leader charismatique, le référent pour des organisations extraordinairement plurielles et diversifiées dans un pays qui est un continent, et où la gauche est très fragmentée. Une autre question est de savoir comment articuler un tel mouvement pluriel en l'absence d'un parti? C'est une constante dans l'histoire de ce pays.

Dans le contexte international, que peut signifier une réélection de Trump?

Je ne peux m'empêcher de penser que c'est un moment décisif. Quel que soit le scénario, nous sommes dans un processus de crise mondiale extraordinaire, à tous les niveaux, aussi bien économique, de gouvernance, idéologique, etc. A un moment où les conflits vont probablement s'intensifier, tous les instruments de médiation, de gestion du système multilatéral, du droit international sont aussi

en crise. Je pense donc qu'une deuxième présidence de Trump peut déboucher sur une menace civilisationnelle. Il y a quelques mois, alors que nous étions au milieu de la campagne des primaires, un ami étasunien m'a dit «qu'en fin de compte, Trump n'était pas si mauvais. Nous le craignons beaucoup, et regardez-le, il doit être le premier président qui n'a pas déclenché de guerre depuis des décennies. L'autre jour, je lui ai reparlé et il m'a dit: «La guerre va finir par éclater, mais à l'intérieur des États-Unis».

Je pense qu'au niveau international, Trump peut mener un projet idéologique ouvertement néo-fasciste pour une sortie de crise. Il combine le racisme, le militarisme, l'autoritarisme et la guerre sociale. De leur poste de commandement, les États-Unis continueront à projeter et à générer une nouvelle tendance d'époque. Ainsi le monde entier est en jeu dans cette élection.

Et du point de vue des forces démocratiques, antifascistes et de gauche?

Le sentiment d'opportunité perdue que suscite la campagne de M. Sanders est énorme, car il s'agit probablement d'une coalition de facteurs historiquement non reproductibles. Il y a maintenant un défi à relever. La gauche doit se regrouper car il n'y a pas de statu-quo à défendre. Elle doit élaborer un horizon idéologique et politique de reconstruction alternative, car l'extrême droite dirigée par Trump en a un très clair et puissant. La gauche mondiale doit pouvoir le contrecarrer, avec un véritable modèle pour la reconstruction de nos sociétés, du système international, de la planète. Et elle doit le faire maintenant. C'est un moment décisif. ■

Propos recueillis par Pablo Elorduy

Paru dans *El Salto*. Adapté par la rédaction

Sous l'œil inquisiteur des drones

SOLIDARITÉ • Une pétition a été lancée pour dénoncer l'utilisation de drones israéliens pour surveiller les migrants, qui tentent de traverser la Méditerranée.

Les contrats de 59 millions d'euros passés par l'Union européenne avec des sociétés militaires israéliennes pour la fourniture de drones de guerre destinés à surveiller les demandeurs d'asile en mer sont immoraux et leur légalité est douteuse», a dénoncé le 3 juin l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme, qui demande leur résiliation. Ces 59 millions font partie d'une enveloppe plus importante de 100 millions d'euros engagée l'année dernière par l'agence Frontex et l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) pour l'achat de matériel.

Drones d'oppression

Les deux entreprises israéliennes qui ont pris la majorité du budget sont Elbit Systems et Israel Aerospace Industries (IAI). «Il est scandaleux pour l'UE d'acheter des drones de fabrication israélienne compte tenu du fait qu'ils ont été utilisés pour opprimer les Palestiniens vivant sous occupation depuis plus de cinquante ans», déclare le Prof. Richard Falk, Président du Conseil d'administration d'Euro-Med. «Il est également inacceptable et inhumain pour l'UE d'utiliser ces engins pour violer

les droits fondamentaux des migrants qui risquent leur vie en mer pour demander asile en Europe», précise-t-il. L'Observatoire est en effet préoccupé par l'utilisation de drones. Ceux-ci sont exemptés de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (Unclos) et ne font partie d'aucun mécanisme de sauvetage, contrairement aux navires obligés de porter assistance à tout bateau en danger. Il considère que le choix des drones est un subterfuge pour se soustraire à des engagements juridiques et laisser le sauvetage aux mains des garde-côtes libyens.

Au parlement européen, la députée espagnole (Podemos), Idoia Villanueva Ruiz, vient de déposer une question à la Commission pour demander des éclaircissements sur la question de savoir si l'UE va remplacer les navires par des drones et ainsi contourner l'obligation de sauvetage.

Une pétition lancée par une large coalition européenne d'ONG, syndicats, associations de migrants vise «les drones tueurs israéliens pour contrôler les frontières européennes». ■

www.petition.stophthewall.org/francaise

Réd.

Grève contre 5000 licenciements chez ArcelorMittal

Un mouvement de grève a éclaté, mardi, sur l'ensemble des sites italiens du groupe sidérurgiste Ilva pour protester contre le plan de suppressions de postes prévu par ArcelorMittal. Sur les 11'000 salariés que compte le groupe en Italie, 5000 seraient licenciés. Cette action a été menée par les trois principaux syndicats italiens de la métallurgie (FIM, Fiom et UILM), qui reprochent au géant de l'acier de ne pas respecter un accord de sauvetage signé avec le gouvernement en mars. En vertu de ce compromis, ArcelorMittal avait suspendu son projet d'annuler le rachat du groupe Ilva acquis en 2018 et de quitter la plus grande aciérie d'Europe de Tarente, en échange d'un nouveau plan industriel et des investissements publics. Le gouvernement craint que le groupe n'utilise le Covid-19 comme excuse pour ne pas respecter l'accord. Le ministre de l'Économie, Roberto Gualtieri, lors d'une visioconférence avec les représentants syndicaux, a répété que «l'entreprise doit assumer ses responsabilités». ■

Vadim Kamenka

Paru dans L'Humanité



GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP 12-9325-6

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus: FIN

Lundi de Pentecôte 1.6.20, 22°

Christo, l'artiste «emballeur» du Pont-Neuf et du Reichstag, est mort le 31 mai à son domicile à 84 ans. L'artiste-plasticien a marqué l'art contemporain par ses œuvres *in situ*, avec sa femme Jeanne-Claude, nécessitant des années de conception et des millions de dollars pour ne durer que quelques jours. TdG. Enquête sur le ressenti des ados pendant le confinement, besoin de mouvement, de confiance. En dernière page: des dessins d'enfants qui disent merci.

Ouzo en apéritif, un air d'été.

TJm. USA, manif devant la Maison Blanche, obscurcie, Trump emmené dans le bunker, petit, mal commode, où Bush avait été enfermé le 11.9.01. CH. Les confinés ont jardiné sur les balcons et au bas des immeubles. + 30 à 50% dans les jardineries.

Les Aventures de Robin des Bois 1938, La version qui m'avait fait rêver quand j'étais petite...

Jardin: je coupe les roses fanées, cueille une poignée de fraises des bois. C dans l'air: USA. La police est une institution raciste, qu'il est difficile de réformer. Le racisme contre les Noirs est atavique aux Etats-Unis, depuis l'esclavage. Et dire que l'humanité vient d'Afrique...

«Law and order», Nixon a gagné sur ce slogan en 1969. Trump s'adresse à son électeurat, 42%, qui ne le quittera jamais.

TJs. Reportage passionnant sur le Pr genevois Didier Pittet, qui apprend à la terre entière comment se laver les mains.

Mardi 2.6.20, 26°

TdG. Reprise des activités en plein air durant le w-e, comme si l'épidémie n'avait pas existé. Les glaciers et les loueurs de pédalos sont contents.

Je fais 3 bocaux de confiture.

31.5 aux Vernets: 3284 colis alimentaires, plus 400.

G-B. La crise sanitaire est accentuée par le Brexit.

VS. 5 membres du Collectif Femmes-VS ont déployé le 31.5 une banderole de 15 m à la Pierre-Avoi, annonçant le 14 juin 20.

Rédige l'interview d'Alexandra, puis yoga sous les cerisiers.

TJs. Les gens guéris peuvent avoir de graves séquelles. 1 sur 5 a besoin d'une réadaptation.

ABE, données personnelles: les entreprises savent tout de nous. Programme de reconnaissance faciale, on peut nous identifier dans une foule. Terrifiant.

Regarde sur TSR2 *L'heure du secret*, série de suspense suisse, réalisée par Elena Hazanov, sympa.

Mercredi 3.6.20, 26°

TdG. Sami Kanaan veut organiser des «petits formats culturels» en remplacement des grands événements annulés. Je vais lui proposer une lecture de poèmes sur le confinement.

Trump fait évacuer une manif pacifique à l'aide de gaz lacrymogènes pour se rendre à pied devant une église vandalisée, une Bible à la main. Rente-pont pour les chômeurs, l'UDC est contre.

Au courrier, la lettre d'une maison d'édition qui n'a pas le temps de lire

mon manuscrit. 4 mois pour ça!

J'ai envoyé les 2 articles pour «Signé Genève».

TJs. Session des Chambres dans Bernhalle, froide, peu agréable, loin des restos. Mariage pour tous: la Suisse rejoindra les 29 pays qui l'ont accordé. 23h, vais me coucher, pour rattraper la mauvaise nuit d'hier... quelques pages du livre d'Elisabeth Chavelet sur Rachida Dati, belle à l'extérieur, laide à l'intérieur.

Jeudi 4.6.20, 19°

Invité de la RSR: Kanyana Mutombo, secrétaire général du CRAN, Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-noir, présent en Suisse au quotidien. Jim Mattis, 69 ans, l'ex-ministre de la Défense de Donald Trump, l'accuse publiquement: «Donald Trump est le premier président qui n'essaye pas de rassembler les Américains. Nous payons les conséquences de trois années sans adultes aux commandes». Envoyé!

7 mios de Français ont regardé Koh Lanta. Envie d'être à l'air libre...

TdG. Les Colis du cœur remettaient 3450 sacs par semaine, aujourd'hui 9000. La complexité du système crée l'exclusion. Une personne qui a un contrat de travail d'une certaine durée devrait avoir droit à un permis de séjour donnant accès à tous les services sociaux.

Le procureur Keith Ellison a requalifié de meurtre l'acte de Derek Chauvin, qui a tué George Floyd et poursuit les 3 autres flics pour complicité de meurtre. ENFIN!

Pars à 15h15 aux Mattines, pas d'attente, ni dehors, ni pour payer.

C dans l'air: la revue *The Lancet* prend ses distances avec son étude sur l'hydroxychloroquine, qui remettait en cause son efficacité.

TJs. Hong-Kong, manifestation par des milliers de personnes pour commémorer les événements de Tiananmen, malgré l'interdiction de la Chine.

La pollution cause 3000 morts par an en Suisse, sans qu'on s'en inquiète, alors que le Covid-19 a fait 1920 victimes.

F5, documentaire sur le Machu Picchu, le secret des Incas. Ecriture par des cordeles?

Fin de *La La Land*, vais me coucher.

Vendredi 5.6.20, 16°

J'apprends avec consternation le décès d'Anne-Marie von Arx-Vernon, hier, à 71 ans.

TdG. Simonetta Sommaruga: plaider pour des changements envers le climat et le développement durable.

La Ville a été obligée de rendre public le rapport sur les frais, dont la moitié n'était pas justifiée.

Le peuple votera sur l'initiative pour des multinationales responsables (la droite est contre!)

Je vais mettre 2 enveloppes à la poste, acheter le Canard.

TJm. Un livre sur la Grève des femmes, NOUS, réunissant plus de 80 photos de 32 femmes photographes.

Je reprends mes bio-bibliographies, jamais en ordre.

C dans l'air: Vacances: partir... mais où?

Samedi 6.6.20, 19°

Pars un peu avant 9h pour la Migros, pas d'attente. Je m'attendais à pouvoir contribuer à la récolte de nourriture pour les personnes dans le besoin, mais ce sont les maisons de quartier qui s'en occupent, dommage, j'effec-

tuerai un virement. M'arrête à Schilliger, choisis des plantes.

TdG. 4 boîtes de nuit vont ouvrir ce soir, permission de minuit, comme pour Cendrillon.

Le jet d'eau reviendra jeudi 11.6.

TJm. Cérémonie du 6 juin en Normandie, un seul vétérinaire.

Adriana me rappelle au sujet de mon poème... je l'avais laissé de côté à cause des recueils à imprimer pour ma maison d'édition.

TJs. Le train de la Jungfrau rouvre, inauguré le 1^{er} août 1912, après 20 ans de travaux colossaux, il mesure 9,3 km, culmine à 3454 mètres, la plus haute station de chemin de fer en Europe, avec une vue panoramique à couper le souffle. Une idée de voyage pour cet été? USA, le maire de Minneapolis met un genou à terre et pleure devant le cercueil de George Floyd. 8'46" de silence, le temps que dura le maintien de George à terre. Omar Sy et beaucoup d'autres personnalités se mobilisent, dont Roger Federer.

La reprise économique plus rapide que prévu, la bourse et Trump euphoriques. Manifestations en Suisse contre les violences policières.

Terminé la relecture de mon poème sur ma sœur. Retrouvé 3 fautes.

Dimanche 7.6.20, 17°

Pollux ne cesse de sortir et rentrer, tout mouillé.

2e cahier TdG. Les spécialistes data créent et analysent des courbes à partir de données chiffrées, précieuses pendant le confinement.

«Fatigue à distance», le cerveau peine et fatigue à déchiffrer les visages et le langage du corps à travers un écran, ce qu'il fait en continu de manière subliminale.

TF1, Pontevedra, 84'000 habitants, ville sans voitures au N-O de l'Espagne, un modèle.

Washington «Black lives Matter» en grosses lettres jaunes sur la rue qui mène à la Maison Blanche. Avant: des villes vides. Aujourd'hui: des villes pleines. 78% des Américains soutiennent les manifestations.

TJs. OSR une trentaine de musiciens sur 120, parterre presque vide.

Les BdP ont ouvert, eau à 12°. Les aubes musicales auront lieu du 1 au 23 août.

Exas à distance: couacs et stress.

Samedi: 3000 colis alimentaires, +1500 depuis le début. Dès 16.6, dispositif multisites. En tout, 16'000 colis en 6 semaines, = 207 t de nourriture, moitié de sans-papiers. Colis du cœur a récolté les coordonnées de 14'000 personnes (3700 avant), qui recevront des bons de 50 à 150 fr. pour de la nourriture.

MaP, - 50 à 85% de pollution pendant le c. Bcp de vélos achetés, autre façon de vivre.

Berne va se pencher sur la revalorisation des infirmiers-ères, aides-soignants, il faudrait en former davantage.

Manifs antiracisme dans le monde entier. En G-B, la statue du négrier Edward Colstok a été déboulonnée et piétinée. Elle était encore debout?

Un vote noir sous caution pour Joe Biden, qui veut restructurer la police, il pourrait nommer une femme noire comme vice-présidente.

500'000 personnes travaillent dans le domaine de la culture en Suisse, reprise en douceur.

Les bibliothèques rouvrent lundi 8.6. Un signe fort. La Suisse déconfiné presque tout, ce journal se termine.

Huguette Junod

«Deux poids, deux mesures» à la RTS?

OPINION • Le traitement de l'actualité internationale récente par la Radio Télévision Suisse illustre que deux événements semblables peuvent faire l'objet de couvertures médiatiques très différentes.

La télévision est le média qui influence le plus fortement la formation de l'opinion publique en Suisse, selon une étude de l'institut Publicom de 2020. Ce constat est d'autant plus fort quand il s'agit de questions internationales car ces dernières sont principalement traitées par la Radio Télévision Suisse (RTS), l'un des seuls médias helvétiques de portée nationale couvrant les événements internationaux.

Le 24 mai dernier, l'émission *Histoire vivante* de la RTS projetait un documentaire sur la propagande d'État (voir article ci-contre). Il peut être intéressant de se pencher sur le traitement qu'a fait cette même chaîne de l'actualité internationale récente en comparant le traitement de deux mouvements de protestation ayant rassemblé des milliers de personnes: les manifestations hongkongaises et étasuniennes, qui se poursuivent à l'heure actuelle.

Émeutes ou manifestations?

Premièrement, la nature des mouvements est décrite de façon systématiquement différente. Aux États-Unis, les titres font état d'émeutes, de heurts, de pillages et d'échauffourées. Ainsi on découvre: «Nouvelle nuit d'émeutes aux États-Unis» 01.06, «... pillages et échauffourées en dépit du couvre-feux» 30.05, «... les émeutes aux États-Unis» 30.05, «Heurts près de la Maison Blanche 01.06.

A Hong Kong, les gros titres font toujours état de «manifestations» ou de «mouvement». De nombreuses preuves documentent le caractère violent qui marque également les manifestations hongkongaises, mais ce mouvement ne sera jamais abordé sous cet angle dans la couverture de la RTS. Lorsqu'il est fait mention de dégradations, c'est principalement en fin d'article après avoir expliqué les raisons pour lesquelles les gens sont dans la rue.

Qui est dans la rue?

A Hong Kong, ce sont les «Hongkongais» (09.05.20), le «camp pro-démocratie» ou «des milliers d'habitants» qui sont dans la rue (24.05.20). Aux États-Unis, ils sont toujours désignés en tant que manifestants, auxquels s'ajoutent des casseurs ou des pillards. Plus intéressant, le rapport de ces mouvements à l'autorité est traité de façon différente. A Hong



Des manifestants hongkongais ont brandi des drapeaux coloniaux britanniques ainsi que le slogan: «Chinois rentrez en Chine».

VOA

Kong, les manifestants «bravent» le couvre-feu, ou alors ils le «battent en brèche» (05.10.19), ils «répondent présents» (24.05.20) tandis qu'aux États-Unis les manifestations se font «malgré» celui-ci.

La poursuite des manifestations à Hong Kong est interprétée positivement, tandis qu'aux États-Unis elle constitue un fait regrettable. Le 30 mai, la RTS titre «Toujours des violences à Minneapolis malgré l'inculpation d'un policier». Le 31 mai, «les manifestations violentes continuent aux USA malgré des couvre-feux». Le 1^{er} juin, un journaliste de la RTS ouvre son reportage en annonçant qu'après une semaine de protestations, la «tension n'est toujours pas retombée», mais il rassure les téléspectateurs d'emblée que Donald Trump est «bien à l'abri» dans son bunker. Aucune information sur les raisons qui ont poussé les étasuniens à assister à cette manifestation, mais l'on apprendra tout de même qu'elle a «vite tourné à l'émeute».

Qui est violent?

Les actes de vandalisme perpétrés à Hong Kong sont rarement mention-

nés malgré le fait qu'ils ont été largement partagés sur les réseaux sociaux. Il faudra tout de même la dégradation de dix stations de métro pour que la RTS les signale (05.10.19). A l'inverse, les images des villes étasuniennes en feu ont systématiquement fait les gros titres et les manifestations ont toujours été associées au terme «violences» lors de la première semaine de couverture de l'événement.

Il aura fallu que les multiples preuves de violences policières aux

États-Unis fassent le tour des réseaux sociaux, voire apparaissent en direct, pour que la RTS change de ton. Cependant, le traitement même des violences policières est tout à fait différent. Dans le cas hongkongais, la violence policière est toujours associée au gouvernement chinois comme faisant partie d'une «opération de répression de grande envergure» (20.04.20), tandis qu'aux États-Unis, elle n'est pas associée au régime de Donald Trump, quand bien même c'est ce dernier qui l'attise par ses

Désinformation et marketing

Le 24 mai dernier, l'émission *Histoire Vivante* diffusait un documentaire sur l'histoire de la propagande aux États-Unis. Le propos est centré sur le personnage d'Edward Bernays (1891-1995), inventeur du concept d'«opinion publique» et des premières méthodes de marketing. Ce fut une personnalité très influente auprès des dirigeants américains, notamment lorsqu'il fallut préparer l'opinion publique américaine à entrer dans le conflit lors des deux Guerres Mondiales. Ces concepts furent également appliqués afin de justifier auprès du public le coup d'État de 1954 contre le gouvernement progressiste du Guatemala, orchestré par la CIA afin de défendre les intérêts de la compagnie United Fruit. Ce documentaire offre des enseignements toujours utiles afin de comprendre les biais de traitement journalistiques actuels.

Réd.

«Propaganda, la fabrique du consentement», *Histoire Vivante*, RTS, à voir gratuitement jusqu'au 23 juin sur rts.ch

tweets. Et prend la décision de déployer l'armée dans les rues, ce que n'a pas fait le gouvernement chinois.

Un journalisme en baisse de qualité

Ces différences de traitement sont en partie expliquées par les conditions de production de ces articles et reportages. Le premier constat que l'on peut faire, c'est que la plupart des publications de la RTS qui traitent de questions internationales sont reprises de dépêches de l'Agence France Presse (AFP). La Suisse possédait encore il y a peu sa propre agence de presse, l'Association Télégraphique Suisse (ATS). Devenue Keystone-ATS, cette dernière est maintenant en mains majoritairement autrichiennes et a licencié un quart de son personnel en 2018.

La situation de la presse n'est donc pas rose en Suisse. Elle connaît d'abord un phénomène de concentration avec la constitution d'un duopole RTS-Tamedia, devenu TX Group. L'information internationale se diffuse dans notre pays par une poignée de canaux uniquement, à travers les agences Reuters, Associated Press et l'AFP. Finalement, comme le relève une étude de l'Université de Zurich de 2011, la tendance est à la baisse de la qualité de l'information, avec toujours davantage de sujets liés au divertissement et moins de mise en perspective de l'information.

Sinophobie ambiante

La propagande et l'idéologie entrent également en jeu, comme nous l'apprend ironiquement la RTS elle-même (voir article ci-contre). Dans le cas des manifestations à Hong Kong, le terme «camp pro-démocratie» a été choisi d'emblée pour qualifier les opposants au gouvernement local.

Le choix des mots est donc important, et il relève dans ce cas de ce que l'on peut appeler «sinophobie». Car l'on ne peut que qualifier ainsi le fait de parler de «volonté impériale», ou de désir «d'étendre ses tentacules» (22.05.20) pour décrire la volonté d'un pays d'intervenir sur un territoire qui lui appartient. En effet, il est peut-être bon de rappeler que Hong Kong a été arraché à la Chine par les Britanniques en 1842, suite aux traités inégaux imposés par les puissances européennes à la suite de la première Guerre de l'Opium. ■

Paris Kyritsis

Un économiste décortique la presse dominante

LIVRE • A partir d'une lecture méthodique de six journaux appartenant aux grandes fortunes, Michaël Lainé met à bas le prêt-à-penser néolibéral.

Disons-le d'emblée: le titre de l'ouvrage n'est pas tout à fait adéquat au contenu. Car ce qu'analyse en réalité Michaël Lainé, membre des Économistes atterrés, ce n'est pas l'économie «dans les médias», mais dans une poignée d'entre eux. «Vu l'immensité de la tâche, il fallait faire un choix. Nous nous sommes focalisés sur la presse écrite nationale», explique-t-il dès l'avant-propos. Mais, même à ce niveau, la sélection semble avoir été rude, puisque les seuls titres retenus sont *le Figaro*, *le Monde*, *Libération*, *le Point*, *l'Express* et *l'Obs*. Cela en exclut quelques-uns, qu'il eût été pourtant intéressant de mettre en balance, à commencer par *l'Humanité*, ne serait-ce que pour mieux faire ressortir

la plus ou moins forte homogénéité des journaux étudiés, en matière de pensée économique. Et c'est là tout l'objet du livre. Certes, le manque de diversité pointé n'est pas en soi une surprise. En revanche, c'est certainement la première fois que cette réalité se voit quantifiée avec précision. Michaël Lainé a lu plus de 15'000 articles, produits sur les années 2014 et 2015. Grâce à une méthodologie visant à s'approcher au maximum de l'«objectivité», et qu'on ne peut ici décrire de façon exhaustive, il recense ainsi, par exemple, 66 articles fustigeant le Code du travail, contre 13 seulement «qui le louent». Dans le panel, «seul *Libération* consacre plus d'analyses pour sa défense», observe-t-il. Mais en regardant dans le

détail, seuls 15,4% des articles de ce quotidien sont franchement «pour» le Code du travail, et 30,8% «plutôt pour». Bien sûr, c'est toujours mieux que *l'Express* et *le Point*, où 100% des papiers s'avèrent hostiles.

Une série d'«éclairages empiriques» ou «théoriques»

Outre cette production de données statistiques, que l'on retrouve sur bien d'autres thèmes, comme les 35 heures ou le Smic, l'ouvrage apporte une série d'«éclairages empiriques» ou «théoriques», démontant un à un tous les préjugés néolibéraux promus par une majorité de médias: le culte de l'austérité budgétaire, le déni-

gement systématique des fonctionnaires (ces «privilegiés») et de l'intervention de l'État dans les entreprises, l'invocation à tout bout de champ des contraintes de la «mondialisation» ou, sur un registre plus «moral», les saillies contre l'«assistantat» auquel conduirait notre modèle social... Bien que l'auteur porte un regard pessimiste sur l'avenir des médias, on trouvera dans son travail de solides raisons pour redoubler d'efforts dans le soutien à la presse indépendante des puissances financières. ■

Laurent Etre

Michaël Lainé, *L'économie vue des médias Anatomie d'une obsession morale*, Editions Le Bord de l'eau, 225 pages
Paru dans *L'Humanité*

Kaléidoscope de confinements

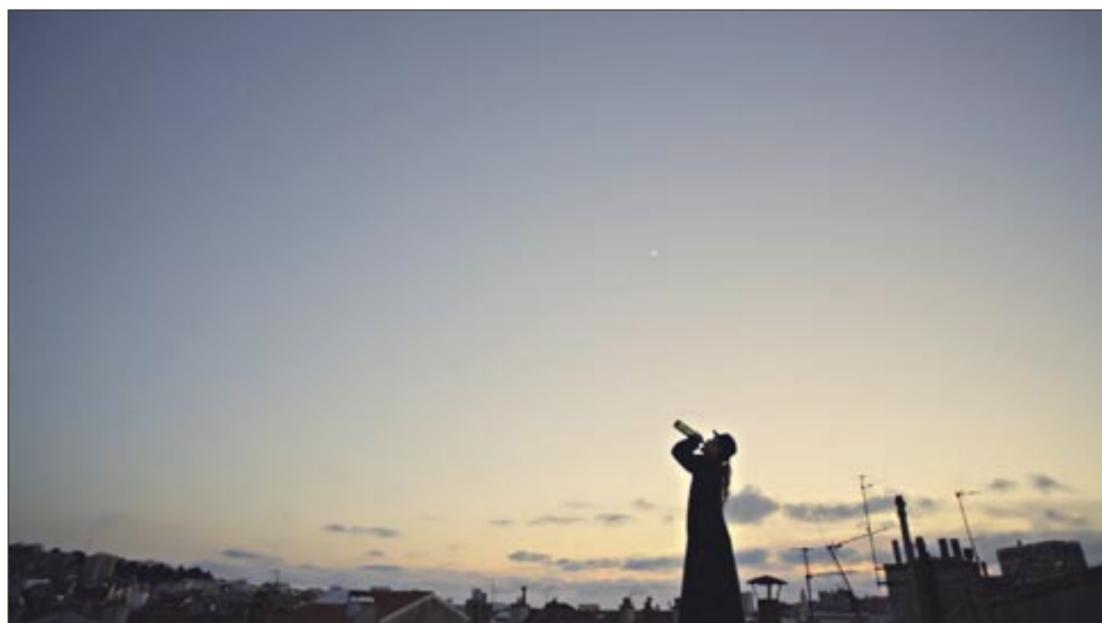
CINÉMA • La collection «Lockdown» (confinement) met en valeur l'inventivité de cinéastes romands notamment. Qui ont fait d'une situation pandémique impossible des possibilités de récits et réflexions pertinentes. Zoom sur d'inspirés imaginaires au format court.

Sur l'initiative du cinéaste et producteur Frédéric Gonseth accompagné d'autres partenaires, 33 courts-métrages ont été réalisés en solitaire sur 10 jours. Un exploit dû notamment à des cinéastes romands, sur le fil d'un budget de 5000 francs obligeant parfois à convoquer les smartphones ou moyens du bord pour les tournages. Du poignant et sobre salut à une vieille femme emportée par le coronavirus (*Elena*) donnant enfin visage et humanité à la tragédie statistique en serpentant par un couple d'agriculteurs ostracisés (*Les Pestiférés*). Sans oublier le dialogue en transparence et au-delà de la mort avec un cinéaste cubain alors que les salles sont scellées par la pandémie (*Yunfa*).

Seniors exclus

Dès le 13 mars, les plus de 65 ans ont dû se conformer – de gré et parfois de force, sous peine d'amendes comme au Tessin – à l'injonction impérative de «rester chez soi». L'idée médicalement admise est la suivante, les seniors étant statistiquement plus vulnérables, leur respect du confinement fut présenté comme crucial. Ceci pour les protéger. Mais aussi pour prévenir un possible effondrement du système de santé. Cela n'a pas été sans stigmatisation et réification de la personne âgée souvent ramenée à une entité biologique à risques.

Avec empathie, lucidité et poésie, le cinéaste vaudois Stéphane Goël (*Fragments de paradis, Citoyen Nobel*) filme ses parents, Lily et Jean-Louis, agriculteurs retraités de 84 ans. Sous Covid-19, ils sont contrôlés, surveillés, sommés de respecter la distance sociale et les mesures d'éloignement. Leur trouble, incompréhension et désorientation prennent



Sous pandémie, les cris solitaires, impuissants et ivres d'un religieux vers Dieu. «Amen» de Manuel Maria Perrone.

DR

l'ascenseur. Sur les chemins de campagne, ils se retrouvent in fine comme les pestes du Moyen Âge. Une mère de famille aperçoit ainsi Lily. Prise d'une panique irraisonnée, elle fuit éperdument avec enfants et poussette face à la supposée malade. «*Les Pestiférés* part d'un constat. Celui de la confusion de ma mère. A ses yeux, Lily n'était pas à risques. Mais un risque. Le fait de se percevoir comme une menace fut, pour elle, une incommensurable douleur.» Relevant la disparition progressive des oiseaux, Jean-Louis ne se lasse pas de contempler les hirondelles posées sur les lignes électriques. Cet oiseau choyé par le vieux couple d'inséparables a «un pouvoir magique dans ce monde de la paysannerie ayant subi, par l'industrialisation d'après-guerre, une séparation radi-

cale d'avec la nature. La présence de l'animal, elle, a perduré. Si l'hirondelle ne revient pas, elle signifie le malheur à venir.»

Donner visage à l'épidémie

L'une des rares cheffes opératrices suisses depuis 30 ans et aussi réalisatrice, la Genevoise Séverine Barde (*Greta Gratos*) veut mettre au jour les traces et archives d'une vie emportée par le virus le 30 mars dernier, à 94 printemps. Sa «grand-maman de cœur qui a compté pour moi toute sa vie» ayant été sanctuarisée-confinée, la consolation, la *co-naissance* au mourir, l'adieu en co-présence ni le deuil ne peuvent s'accomplir. «Face à ce décès en EMS, l'on se retrouve subitement plus rien relativement à ce corps qui est on ne sait où. Il y a une forme d'évanouissement. D'où ce

besoin intime de prendre congé et pallier un manque dans une situation qui nous dépasse. Mais aussi restituer à la défunte une certaine visibilité par rapport aux conditions de son départ. Au fil de plusieurs années, j'avais déjà débuté une série d'entretiens, afin qu'elle me raconte sa saga d'immigrée italienne issue d'un milieu très modeste et entrée au service d'un ambassadeur japonais rigoriste. Je croyais qu'elle ne disparaîtrait jamais.» Entre fleurs frissonnantes au vent, calme témoignage de la disparue et photos vernaculaires, cet hommage pudique émeut comme rarement.

Fenêtres sur soi et l'au-delà

Aux yeux du philosophe français Paul Audi, «l'antonyme de vivre n'est jamais mourir mais créer». Petite-fille de réfugiés espagnols de la guerre

civile, la cinéaste mexicaine Juliana Fanjul (*Muchachas, Silence Radio*) excelle à cadrer fenêtres et écrans de son appartement genevois telles d'incertaines surfaces au cœur d'une cellule. Saisissante est la manière humble, sereine, audacieuse dont elle tisse des liens entre le vif et le trépassé, la présence recomposée et l'absence dans *Yunfa*, un titre traduisant la fierté d'être afro-cubain.

De sa voix off, la réalisatrice égrène une lettre au défunt Puri Senobio Faget pour qui «le vrai vaccin contre la mort est le cinéma». C'est son ancien maître d'une Ecole cubaine de cinéma auquel elle a succédé. «Il nous restait tant de films à réaliser», entend-on en écho au travail des étudiants cubains diplômés de Fanjul interrompu par la crise. Les premières images démontrent une volonté formelle ambitieuse. Au diapason d'une humanité masquée et distancée. Qui ne peut plus s'atteindre, comme prise dans une gangue de givre.

Le flou amniotique des intérieurs reconduit ainsi la désorientation inquiète d'une cinéaste confinée creusant l'attente. A l'écran, elle n'est bientôt plus qu'un avatar virtuel et plane, tournoyant à l'ère des échanges digitaux désincarnés la laissant exsangue. *Yunfa* est un joyau sensible de journal épistolaire aimant, pendulant entre mémoire et oubli, ombres et fantômes. Mis en rythmes par l'une des plus talentueuses monteuses romandes qui soient, Yaël Bitton, voici un récit sobre et *géopoétique* à la manière d'un haïku à chérir comme toutes les espèces en voie d'extinction. ■

Bertrand Tappolet

Films courts visibles en salles romandes et sur www.rts.ch

PUBLICITÉ

FONDATION JAN MICHALSKI POUR L'ÉCRITURE ET LA LITTÉRATURE CH-1147 MONTRICHER

FONDATION JAN MICHALSKI POUR L'ÉCRITURE ET LA LITTÉRATURE

En collaboration avec la Fundació Joan Miró

19 MAI - 30 AOÛT 2020

À TOUTE ÉPREUVE

PAUL ÉLUARD
GÉRALD CRAMER
JOAN MIRÓ

CONSULTEZ LES HORAIRES ET MODALITÉS DE VISITE SUR FONDATION-JANMICHALSKI.COM

À toute épreuve, maquette, Fundació Joan Miró, Barcelone
© Succesió Miró / 2020, Pro Literis, Zurich / Editions Gallimard

Histoire et actualité des Lumières «par en bas»

LIVRES • Deux ouvrages, l'un de l'anthropologue David Graeber sur l'utopie de Libertalia et l'autre de l'historien Marcus Rediker sur Benjamin Lay, reviennent aux sources.

Comme l'explique David Graeber dans la préface consacrée à la traduction française de son ouvrage, l'occasion de publier «la véritable histoire» de l'utopie pirate de Libertalia chez Libertalia était trop belle. Belle aussi l'initiative de l'éditeur d'accueillir en son repère de flibuste littéraire et historique l'ouvrage de l'anthropologue et historien américain connu notamment pour son engagement dans le mouvement Occupy Wall Street. «Je vais vous raconter une histoire de magie et de mensonges, de batailles navales et de princesses enlevées, de révoltes d'esclaves et de chasses à l'homme, de royaumes de pacotille et d'ambassadeurs imposteurs, d'espions et de voleurs de bijoux, d'empoisonneurs et de sectateurs du diable et d'obsession sexuelle, toutes choses qui participent des origines de la liberté moderne», explique l'anthropologue américain pastichant le style des romans de piraterie.

Autre dépaysement, le lecteur est conduit à se défaire de certaines idées toutes faites sur les origines de la démocratie moderne l'attachant au nom des «grands auteurs» ainsi qu'à celui des seuls cercles de la bourgeoisie éclairée du XVIII^e siècle. C'est la thèse centrale de Graeber. Entre imagination et réalité, c'est dans les marges des communautés pirates de Madagascar que certaines des idées politiques les plus radicales des Lumières ont pris leur essor, idées qui éclairent encore aujourd'hui le chemin de l'émancipation humaine.

Celles-ci apparaissent à l'arrière-plan de l'histoire de la communauté des Zana-Malata, descendants de groupes de pirates et de populations autochtones installés sur la côte nord-est de la grande île de l'océan Indien située au large de l'Afrique, l'écho de cette expérience historique se retrouvant dans les chroniques de l'époque.

Une histoire des idées démocratiques modernes «par en bas» donc, soulignant la dialectique sociale et culturelle qui les engendre dans l'interaction d'idées et de traditions à la fois européennes et malgaches, au féminin et au masculin, dans le contexte du bouleversement historique de la fin du XVII^e et du début du XVIII^e siècle.

Autre figure des Lumières «par en bas», celle de Benjamin Lay, à laquelle l'historien Marcus Rediker consacre une biographie publiée aux éditions du Seuil. Suivant les traces de ce quaker radical né en 1682 en Angleterre et parti vivre en Pennsylvanie après le choc décisif de sa rencontre, en tant que marin, de la réalité de l'esclavage et du commerce triangulaire, c'est toute une époque qui s'aperçoit, avec ses idéaux mais aussi ses faiblesses et ses antagonismes internes. Époque dont l'auteur montre de manière très convaincante le lien avec les Révolutions anglaises de la seconde moitié du XVII^e siècle. Une époque aussi habitée par la pensée d'hommes et de femmes en lutte que trop souvent ignore ou oublie la grande histoire. Dans ce contexte, Benjamin Lay, pionnier de la lutte antiesclavagiste, des idées démocratiques et du féminisme, détonne. Une histoire qui parle également de notre temps en soulignant le rôle essentiel des mobilisations souterraines ainsi que des consciences singulières non seulement du panthéon des grands auteurs mais aussi «en bas», dans les masses, dans les progrès de l'histoire humaine. ■

Jérôme Skalski

David Graeber, *Les pirates des Lumières ou la véritable histoire de Libertalia*, ed. Libertalia
Marcus Rediker, *Un activiste des Lumières: le destin singulier de Benjamin Lay*, Seuil
Paru dans *L'Humanité*